

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SÉANCE du 04 JUILLET 2022

Nombre de membres en exercice = 23

Légalement convoqué le 30 Juin 2022, le Conseil municipal s'est réuni le 04 Juillet 2022 à 19 h 00, à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Jean Pascal THOMASSET, maire

PRESENTS = M. TAVERNIER, M. DONZEL, Mme DEBUS, M. LEGRAND, Mmes COLOMB, M. ROBIN, Mmes TISSOT, ROMANET, PERRONE, CASSAR, Mms. BONNAMOUR, LAURENT, Mme CHEMIN, M. GIRARD.

Formant la majorité des membres en exercice.

Absents excusés :

Mme GAUTHIER qui donne pouvoir à Mme PERRONE

M. BLANC qui donne pouvoir à Md. TISSOT

Absents sans pouvoir : Md. CHARDEYRON

Md. SERRE

Md JUMMUN

Md. AVCI

M. COLLET

M. TRINQUET

Il est d'intérêt général de créer un mur de clôture sur la parcelle AB 140, ex PIDOUX, pour cela il vous est demandé,

D'autoriser Monsieur le maire à déposer une déclaration préalable de travaux au nom de la mairie,

De l'habiliter à prendre toute disposition relative à cet objet.

Le conseil après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Autorise Monsieur le maire à déposer une autorisation préalable de travaux portant sur la parcelle AB 140, ex maison PIDOUX,

L'habilite à prendre toute décision relative à cet effet.

Pour extrait conforme au registre des délibérations du conseil municipal.

Acte rendu exécutoire après dépôt

en Sous-préfecture de Nantua le

Publication ou affichage le

Jean-Pascal THOMASSET

Maire de Nantua

Le maire

Jean Pascal THOMASSET



Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.

Envoyé en préfecture le 07/07/2022

Reçu en préfecture le 07/07/2022

Affiché le



ID : 001-210102695-20220704-2022_47-DE